

Overwegende bovendien dat het stelsel van toelagen ingevoerd bij bovenvermeld besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2009 zo spoedig mogelijk ingevoerd moet worden zodat de dag- en/of avond- en/of nachtopvangcentra voor bejaarde personen er in 2010 voordeel van kunnen trekken;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. De aanvraag wordt vóór 30 april van het jaar waarvoor de toelage wordt aangevraagd, door de beheerder ingediend.

Art. 3. § 1. De toelage wordt per kalenderjaar toegekend.

§ 2. Er wordt een voorschot vóór 30 juni uitbetaald a rato van 50 % van de voor het vorige werkjaar verleende toelage.

Bij de indiening van een eerste aanvraag wordt geen voorschot toegekend.

§ 3. Het saldo wordt uitbetaald op grond van de definitieve berekening die na ontvangst van de maandelijkse aanwezigheidslijsten uitgevoerd wordt. Die stukken moeten vóór 30 april van het jaar waarvoor de toelage is toegekend, overgemaakt worden.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 24 februari 2010.

E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 825

[C – 2010/31072]

29 OCTOBRE 2009. — Arrêté 2007/1031 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 décembre 2008;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 15 décembre 2008;

Vu le protocole n° 2009/10 du 25 mai 2009 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis 46.958/2/V du Conseil d'Etat donné le 22 juillet 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}; alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 12 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours est remplacé par ce qui suit :

« Les autorisations d'utiliser, pour les besoins du service, un véhicule personnel à moteur sont subordonnées à la tenue d'un livret de courses identique à celui prévu à l'article 11 qui mentionne pour chaque déplacement, la date, le motif, les heures de départ et d'arrivée, la ou les destinations ainsi que le nombre de kilomètres parcourus.

Les fonctionnaires titulaires d'un grade classé aux rangs 16 ou 15 sont toutefois dispensés de la tenue de ce livret. »

Art. 3. L'article 13 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le contingent kilométrique annuel maximum est fixé à 100 000 kilomètres pour les services du Collège de la Commission communautaire française.

Ce contingent kilométrique annuel maximum peut être modifié par le Membre du Collège chargé de la Fonction publique, via un arrêté, sur avis favorable de l'Inspecteur des Finances.

§ 2. Le Fonctionnaire dirigeant répartit l'utilisation du contingent visé au paragraphe précédent entre les services, après avis du Conseil de direction et contrôle si les conditions sont bien remplies ».

Art. 4. Les articles 14 et 15 du même arrêté sont abrogés.

Art. 5. L'article 16 du même arrêté modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 février 2006 est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les agents qui utilisent pour leurs déplacements de service une voiture personnelle ont droit, pour couvrir tous les frais résultant de l'utilisation du véhicule, à une indemnité kilométrique.

L'indemnité couvre tous les frais résultant de l'utilisation de la voiture personnelle, excepté les frais d'assurance tous risques qui sont pris en charge par l'administration si l'agent en fait la demande.

§ 2. Le montant de l'indemnité kilométrique est composé de 2 parties.

La première partie représente 80 % du montant de la première partie de l'indemnité kilométrique de l'année précédente, multiplié par une fraction dont le dénominateur est l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année précédente et le numérateur l'indice des prix à la consommation du mois de mai de l'année en cours; le résultat obtenu est établi jusqu'à la cinquième décimale inclusivement.

La deuxième partie représente 20 % de l'indemnité kilométrique de l'année précédente, multiplié par une fraction dont le dénominateur est la somme de la moyenne des prix journaliers maximums pour les carburants Super 95 RON 10 ppm et diesel routier 10 ppm du mois de mai de l'année précédente et le numérateur la somme de la moyenne des prix journaliers maximums pour les carburants Super 95 RON 10 ppm et diesel routier 10 ppm du mois de mai de l'année en cours; le résultat obtenu est établi jusqu'à la cinquième décimale inclusivement.

Les prix journaliers maximums sont ceux publiés par le Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie.

Le montant total de l'indemnité kilométrique est établi jusqu'à la quatrième décimale inclusivement.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, le montant de l'indemnité kilométrique est fixé à 0,3169 euro du kilomètre au 1^{er} juillet 2008.

Le montant de l'indemnité kilométrique est adapté annuellement à la date du 1^{er} juillet. »

Art. 6. L'article 18 du même arrêté est complété par les mots suivants : « à l'aide du formulaire prévu en annexe 3 du présent arrêté ».

Art. 7. Dans le chapitre II, section 5 du même arrêté, il est inséré un article 20/1 rédigé comme suit : « Art. 20/1. L'agent introduit sa demande de remboursement des frais de parcours dans un délai qui est fixé à 6 mois à partir du mois qui suit le(s) déplacement(s) concerné(s) dans les cas visés aux articles 20 et 21 et de 3 mois pour les déplacements à l'article 22.

En cas de dépassement de ces délais, l'agent ne peut plus prétendre à l'obtention de l'indemnité qui lui est normalement due. »

Art. 8. Dans le chapitre II du même arrêté, il est inséré une section 6 comportant l'article 22 et intitulée « utilisation du vélo dans le cadre des besoins de service ».

Art. 9. L'article 22 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. L'agent qui effectue des déplacements à vélo dans le cadre des besoins du service, sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ou en dehors de celui-ci, obtient une indemnité dans le respect des conditions fixées aux §§ 3 et 4 du présent article.

Elle est calculée en fonction du chemin le plus court et le plus sûr en prenant sa résidence administrative comme point de départ (ou de retour).

§ 2. L'agent, qui se déplace à vélo pour se rendre de son domicile vers son lieu de travail au moins cinq fois par mois, a droit à une indemnité dans le respect des conditions fixées aux §§ 3 et 4 du présent article.

Elle est calculée en fonction du chemin le plus court et le plus sûr entre son domicile et sa résidence administrative.

§ 3. L'indemnité est fixée forfaitairement à 0,15 euro le kilomètre.

Les agents qui se déplacent en prenant comme point de départ ou de retour leur résidence habituelle, ne peuvent obtenir une indemnité supérieure à celle qui leur serait due si les déplacements avaient comme point de départ et de retour leur résidence administrative.

§ 4. L'indemnité pour l'utilisation du vélo sur le chemin du travail est liquidée sur production de la déclaration de créance prévue en annexe 4 du présent arrêté qui fait état d'un relevé trimestriel.

L'indemnité pour l'utilisation du vélo dans le cadre des besoins du service est liquidée sur production de la déclaration de créance prévue en annexe 5 du présent arrêté. »

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 3, une annexe 4 et une annexe 5 qui sont jointes en annexe 1^{re}, 2 et 3 au présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2009.

Art. 12. Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 29 octobre 2009.

Par le Collège :

Benoît Cerexhe,
Membre du Collège chargé de la Fonction publique

Christos Doulkeridis
Président du Collège

**Annexe 1 à l'arrêté 2007/1031 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
du 29 octobre 2009 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du
7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours**

**Annexe 3 à l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant
réglementation en matière de frais de parcours**

**Formulaire d'autorisation d'utilisation d'un taxi
dans le cadre d'un déplacement pour des raisons de service**

Ce formulaire est à faire signer par le fonctionnaire dirigeant **préalablement à la mission** en application de l'article 18¹ de l'arrêté du Collège du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours.

Je soussigné
Institution/Service
demande l'autorisation exceptionnelle d'utiliser un taxi dans le cadre d'une mission de service.

Date de la mission :

Motif de la mission :

Justification de l'utilisation exceptionnelle d'un taxi :

.....

Adresse de prise en charge par le taxi

Adresse du lieu d'arrivée

.....

Avis du Chef de service

Bruxelles, le

Pour accord,
le fonctionnaire dirigeant

Les frais de course seront remboursés sur présentation d'un récépissé à joindre à la déclaration de créance.

¹ Moyennant l'accord préalable de la Direction d'établissement ou du fonctionnaire dirigeant et dans des circonstances exceptionnelles, un membre du personnel peut être autorisé à être véhiculé en taxi pour des raisons de service.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2007/1031 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 octobre 2009 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Bruxelles le 29 octobre 2009

Par le Collège,

Benoît Cerexhe,
Membre du Collège
Chargé de la Fonction publique

Christos Doukeridis
Président du Collège

Annexe 2 à l'arrêté du Collège du
29 octobre 2009 de la Commission communautaire française
modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Annexe 4 à l'arrêté du Collège
de la Commission communautaire française
du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

DECLARATION DE CREANCE : UTILISATION DU VELO SUR LE CHEMIN DU TRAVAIL

A compléter par l'intéressé et à remettre au service du Personnel

Nom et prénom de l'agent :

Domicile de l'agent :

Résidence administrative :

N° de compte :

Trimestre :

Je demande à me voir octroyer une indemnité pour l'utilisation de mon vélo pour parcourir le chemin (biffer la mention inutile) :

- de mon domicile à mon lieu de travail
- de mon domicile vers un arrêt d'un transport en commun (à préciser) :

Le trajet parcouru est le suivant : Index des rues empruntées	
TRAJET "ALLER"	TRAJET "RETOUR"

L'administrateur général se réserve le droit de refuser le parcours proposé ou d'en modifier le kilométrage total, en motivant sa décision

Le nombre de km parcourus (chemin le plus court **ET** le plus sécurisé) est de :

-km entre le domicile et la résidence administrative
-km entre le domicile et un arrêt de transport en commun

Le nombre de km parcourus à l'aller est de :

km à l'aller
km au retour
km pour l'aller/retour.

J'atteste que le chemin décrit ci-dessus est celui qui est le plus court **ET** qui offre le plus de sécurité.

Tableau trimestriel des déplacements en vélo					
MOIS :		MOIS :		MOIS :	
Jour	nombre de km	Jour	nombre de km	Jour	nombre de km
1		1		1	
2		2		2	
3		3		3	
4		4		4	
5		5		5	
6		6		6	
7		7		7	
8		8		8	
9		9		9	
10		10		10	
11		11		11	
12		12		12	
13		13		13	
14		14		14	
15		15		15	
16		16		16	
17		17		17	
18		18		18	
19		19		19	
20		20		20	
21		21		21	
22		22		22	
23		23		23	
24		24		24	
25		25		25	
26		26		26	
27		27		27	
28		28		28	
29		29		29	
30		30		30	
31		31		31	
Nbre total de km :		Nbre total de km :	0	Nbre total de km :	0

Total des km pendant le :(1er, 2e, ...) trimestre **20** = **0 km (1)**

Nombre de km x 0,15 € = **0 € (1)**

Je déclare sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et exacte.

Date et signature de l'agent :

Visa du Chef de service, du Directeur d'administration **ou** de l'Administrateur général
(Nom et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté 2007/1031 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 octobre 2009 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Bruxelles le 29 octobre 2009

Par le Collège,

Benoît Cerexhe,
Membre du Collège
Chargé de la Fonction publique

Christos Doulkeridis
Président du Collège

Annexe 3 à l'arrêté 2007/1031 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 octobre 2009 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Annexe 5 à l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

DEPLACEMENTS DE SERVICE EFFECTUES A L'AIDE D'UN VELO

L'indemnité est calculée en fonction du chemin le plus court et le plus sûr en prenant la résidence administrative de l'agent comme point de départ (ou de retour).

Nom de l'agent :

Service :

Grade :

N° de compte :

Déclaration de créance

Date	Parcours	Km	Motif du déplacement	Signature

Visa de l'autorité hiérarchique

Accord du fonctionnaire dirigeant

Visa du Directeur d'administration

Vu pour être annexé à l'arrêté 2007/1031 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 octobre 2009 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 février 2002 portant réglementation en matière de frais de parcours

Bruxelles le 29 octobre 2009

Par le Collège,

Benoît Cerexhe,
Membre du Collège
Chargé de la Fonction publique

Christos Doukeridis
Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2010 — 825

[C — 2010/31072]

29 OKTOBER 2009. — Besluit 2007/1031 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie dat het besluit wijzigt van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 over de institutionele hervormingen, artikel 87, § 3, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van 7 februari 2002 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende regeling inzake reiskosten;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën verleend op 12 december 2008;

Gelet op de goedkeuring van 15 december 2008 van het lid van de College dat belast is met de begroting;

Gelet op het protocol nr. 2009/10 van 25 mei 2009 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op advies 46.958/2/V van de Raad van State verleend op 22 juli 2009 overeenkomstig artikel 84, § 1, 1ste lid, 1° van de wetten over de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op het voorstel van het lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikelen 127 en 128 van deze Grondwet.

Art. 2. Artikel 12 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten wordt vervangen door het volgende :

« De toelatingen om gebruik te maken van een persoonlijk motorvoertuig voor dienstbehoeften, zijn afhankelijk van het bijhouden van een reisboekje identiek met diegene voorzien in artikel 11 dat voor elke verplaatsing de datum, de reden, het aankomst- en vertrekkur van de verschillende verplaatsingen evenals het aantal afgelegde kilometers aangeeft.

De ambtenaren die in het bezit zijn van een graad van rang 16 of 15 worden echter van het bijhouden van zo'n boekje vrijgesteld. »

Art. 3. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende :

« § 1. de jaarlijkse maximale kilometerbijdrage wordt vastgelegd op 100 000 kilometers voor de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Deze jaarlijkse maximale kilometerbijdrage kan aangepast worden door het lid van de College dat bevoegd is voor het Openbaar Ambt via een besluit op basis van een positief advies van de inspecteur van Financiën.

§ 2. de leidende ambtenaar verdeelt de in de vorige paragraaf bedoelde bijdrage onder de diensten na een advies verkregen te hebben van de Directie- en controleraad over het al dan niet correct vervullen van de voorwaarden. »

Art. 4. De artikelen 14 en 15 van hetzelfde besluit werden opgeheven.

Art. 5. Artikel 16 van hetzelfde besluit dat gewijzigd werd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 februari 2006 wordt vervangen door het volgende :

« § 1. de beambten die voor hun dienstreizen gebruik maken van een eigen voertuig hebben recht op een kilometervergoeding om alle kosten te dekken die ontstaan als gevolg van het voertuiggebruik.

De vergoeding dekt alle kosten die ontstaan zijn door het eigen voertuig te gebruiken, behalve de All Risk-verzekeringskosten die gedekt worden door de administratie indien de beambte hiervoor een aanvraag ingediend heeft.

§ 2. Het bedrag voor de kilometervergoeding bestaat uit twee delen.

Het eerste deel bedraagt 80 % van het bedrag van het eerste deel van de kilometerheffing van vorig jaar, vermenigvuldigd door een breuk waarvan de noemer de consumptieprijsindex is van de maand mei van het lopende jaar; het resultaat wordt berekend tot op vijf decimalen.

Het tweede gedeelte vertegenwoordigt 20 % van de kilometervergoeding van vorig jaar vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer de som is van het gemiddelde van de dagelijkse maximumprijzen voor de brandstof Super 95 RON 10 ppm en dieselbrandstof voor het wegvervoer 10 ppm van de maand mei van het lopende jaar; het resultaat wordt berekend tot op vijf decimalen.

De dagelijkse maximumprijzen zijn degene die bekend gemaakt worden door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

Het totaalbedrag van de kilometervergoeding wordt vastgelegd tot op vier decimalen.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit, is het bedrag voor de kilometervergoeding vastgelegd op 0.3169 euro per kilometer vanaf 1 juli 2008.

Het bedrag van de kilometervergoeding wordt jaarlijks op 1 juli aangepast. »

Art. 6. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende woorden: « met behulp van het formulier voorzien in bijlage 3 van dit besluit ».

Art. 7. In hoofdstuk II, sectie 5 van hetzelfde besluit, werd er een artikel 20/1 toegevoegd dat als volgt luidt: « Art. 20/1. De beambte dient zijn aanvraag in voor de terugbetaling van de reiskosten binnen een termijn van zes maanden na de betroffen verplaatsingen in de gevallen bedoeld in artikel 20 en 21 en binnen een termijn van drie maanden voor de verplaatsingen bedoeld in artikel 22.

Indien deze termijnen overschreden worden, heeft de beambte geen recht meer op een vergoeding die aan hem normaalgezien moet toegekend worden. »

Art. 8. In hoofdstuk II van datzelfde besluit, wordt er een sectie 6 toegevoegd dat artikel 22 bevat met als titel: « gebruik van de fiets in het kader van behoeften aan diensten ».

Art. 9. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende:

« § 1. De beambte die zich met de fiets verplaatst in het kader van de dienstenbehoefte binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of erbuiten, krijgt een vergoeding indien de voorwaarden vastgelegd in § 3 en 4 van dit artikel gerespecteerd worden.

De vergoeding wordt berekend in functie van de kortste en veiligste weg met als begin- (of eind)punt de administratieve standplaats.

§ 2. De beambte, die zich minstens vijf keer per maand met de fiets verplaatst van zijn woning naar zijn werk, heeft recht op een vergoeding indien de voorwaarden vastgelegd in § 3 en 4 van dit artikel gerespecteerd worden.

De vergoeding wordt berekend in functie van de kortste en veiligste weg van de woning naar de administratieve standplaats.

§ 3. De vergoeding wordt forfaitair vastgelegd op 0,15 euro per kilometer.

De beampten die zich verplaatsen en als begin- of eindpunt hun gebruikelijke woning nemen, mogen slecht een hogere vergoeding krijgen indien de verplaatsingen als begin- en eindpunt hun administratieve standplaats hadden.

§ 4. De vergoeding voor het gebruik van de fiets naar het werk wordt betaald op vertoon van de schuldverklaring voorzien in bijlage 4 van dit besluit dat zich baseert op een trimestriële opmeting.

De vergoeding voor het gebruik van de fiets in het kader van de dienstenbehoefte wordt uitbetaald op vertoon van de schuldverklaring voorzien in bijlage 5 van dit besluit. »

Art. 10. In hetzelfde besluit werd er een bijlage 3, 4 en 5 toegevoegd die opgenomen werden als bijlage 1, 2 en 3 van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit wordt van kracht op 1 januari 2009.

Art. 12. Het lid van het College dat bevoegd is voor het Openbaar ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 oktober 2009.

Door het College,

Benoît Cerexhe,

Lid van het College belast met het Openbaar ambt

Christos Doukeridis

Voorzitter van het College

**Bijlage 1 van het besluit 2007/1031 van het besluit van het College van de Franse
Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2009 dat het besluit wijzigt van de Franse
Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten**

**Bijlage 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van
7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten**

Formulier voor de goedkeuring van het gebruik van een taxi in het kader van een verplaatsing om dienstredenen

Dit formulier moet ondertekend worden door de leidende ambtenaar **vooraleer de opdracht van start gaat**, overeenkomstig artikel 18¹ van het besluit van het College van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten.

Ik ondergetekende.....
Instelling/Dienst
vraag de uitzonderlijke toelating om een taxi te gebruiken in het kader van een dienstenopdracht.

Datum van de opdracht :
Reden van de opdracht :
.....
Rechtvaardiging van het uitzonderlijk gebruik van een taxi :
.....
.....
Adres van de eerste aanslag in de taxi
.....
Aankomstadres:
.....

Advies van het Dienstenhoofd

Brussel,

Voor akkoord,
leidend ambtenaar

De reiskosten zullen terugbetaald worden op vertoon van een ontvangstbewijs dat toegevoegd moet worden aan de schuldvorderingsverklaring.

¹ Mits een voorafgaande goedkeuring van de Directie van de instelling of van de leidende ambtenaar en in uitzonderlijke omstandigheden, kan een personeelslid de toelating krijgen om een taxi te gebruiken omwille van dienstredenen.

Nagezien om toegevoegd te worden aan het besluit 2007/1031 van het besluit van de College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2009 dat het besluit wijzigt van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten.

Brussel, 29 oktober 2009

Door het College,

Benoît Cerexhe,
Lid van het College
belast met Openbaar Ambt

Christos Doukeridis
Voorzitter van het College

Bijlage 2 van het besluit van het College van
29 oktober 2009 van de Franse Gemeenschapscommissie
dat het besluit wijzigt van het College van de Franse Gemeenschapscommissie
van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten

Bijlage 4 van het besluit van het College
van de Franse Gemeenschapscommissie
van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten

**SCHULDVORDERINGSVERKLARING :
GEBRUIK VAN DE FIETS OP WEG NAAR HET WERK**

In te vullen door de geïnteresseerde en af te geven aan de Personeelsdienst

Naam en voornaam van de beambte :

Woonplaats van de beambte :

Administratieve standplaats :

Rekeningnr. :

Trimester :

Ik zou graag een vergoeding toegekend krijgen voor het gebruik van mijn fiets voor volgend traject (schrappen wat niet past) :

- van mijn woonplaats naar mijn werk
- van mijn woonplaats tot een halte van het openbaar vervoer (nader te bepalen) :

het afgelegde traject is hetvolgende :	
Index van de gebruikte straten	
HEENTRAJECT	TERUGTRAJECT

De algemeen beheerder heeft het recht het voorgestelde traject niet goed te keuren of de totale kilometerstand ervan aan te passen mits motivatie van zijn beslissing

Het aantal afgelegde kilometers (kortste en veiligste weg) is :

-km tussen de woning en de administratieve standplaats
-km tussen de woning en een halte van het openbaar vervoer

Het aantal kilometers afgelegd bij de heenreis

km heen

km terug

km voor de heen- en terugreis

Ik verklaar dat bovenvermelde weg de kortste EN veiligste weg is

trimesterieel tabel van de verplaatsingen per fiets					
MAAND :		MAAND :		MAAND :	
Dag	aantal km	Dag	aantal km	Dag	aantal km
1		1		1	
2		2		2	
3		3		3	
4		4		4	
5		5		5	
6		6		6	
7		7		7	
8		8		8	
9		9		9	
10		10		10	
11		11		11	
12		12		12	
13		13		13	
14		14		14	
15		15		15	
16		16		16	
17		17		17	
18		18		18	
19		19		19	
20		20		20	
21		21		21	
22		22		22	
23		23		23	
24		24		24	
25		25		25	
26		26		26	
27		27		27	
28		28		28	
29		29		29	
30		30		30	
31		31		31	
totaal aantal		totaal aantal		totaal aantal	
km :	0	km :	0	km :	0

Totaal aantal km tijdens het :(1ste, 2de, ...) trimester **20** = **0 km (1)**
aantal km x 0,15 € = **0 € (1)**

Op mijn woord van eer verklaar ik dat deze verklaring oprecht en correct is.

Datum en handtekening van de beambte :

Stempel van het Dienstenhoofd, van de Directeur van de Administratie of algemeen beheerder
(naam en handtekening)

Nagezien om toegevoegd te worden aan het besluit 2007/1031 van het besluit van de College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2009 dat het besluit wijzigt van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten.

Brussel, 29 oktober 2009

Door het College,

Benoît Cerexhe,
Lid van het College
belast met Openbaar Ambt

Christos Doulkeridis
Voorzitter van het College

Bijlage 3 van het besluit 2007/1031 van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2009 dat het besluit wijzigt van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten

Bijlage 5 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten

VERPLAATSING VAN DIENSTEN VERLEEND M.B.V. EEN FIETS

De vergoeding wordt berekend in functie van de kortste en veiligste weg met als aankomst- of vertrekpunt de administratieve standplaats van de beambte.

Naam van de beambte :

Dienst :

Graad :

Rekeningnr. :

Schuldvorderingsverklaring :

Datum	Traject	Km	Reden van verplaatsing	Handtekening

Stempel van de hogergeplaatste

Akkoord van de leidende ambtenaar

Stempel van de Directeur van de Administratie

Nagezien om toegevoegd te worden aan het besluit 2007/1031 van het besluit van de College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 oktober 2009 dat het besluit wijzigt van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 februari 2002 houdende regeling inzake reiskosten.

Brussel, 29 oktober 2009

Door het College,

Benoit Cerexhe,
Lid van het College
belast met Openbaar Ambt

Christos Doukeridis
Voorzitter van het College